

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 26 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) A l'assaut !!
- 2) La révolution néolibérale-conservatrice
- 3) La cannibale...
- 4) Ils courent après les...
- 5) Le coup de pouce espagnol



Gérard Diez La Presse en Revue

I) LO : Nathalie Arthaud mitraille à tout-va



Nathalie Arthaud le 29 janvier 2013 à Paris (Photo Lionel Bonaventure.AFP)

Extrême gauche . La fête annuelle de Lutte ouvrière réunit des milliers de personnes dans le Val-d'Oise.

Un meeting au soleil. Dimanche, milieu d'après-midi, Nathalie Arthaud, leader de Lutte ouvrière (LO), arrive sur la grande scène, à l'occasion de la fête annuelle de l'organisation, à Presles (Val-d'Oise). Face à elle, des milliers de personnes. Ils sont installés, en silence, sur une grande pelouse au milieu des stands colorés. Un genre de kermesse géante : 25 000 personnes sont attendues sur les trois jours.

En introduction, la taulière de LO cause des «travailleurs», son combat. Avant de s'attaquer à François Hollande et au Parti socialiste. «Satisfait de son début de quinquennat, Hollande se prépare pour une nouvelle campagne présidentielle et il veut nous vendre son bilan. Pour les travailleurs, le bilan est tout fait : ces trois ans ont été trois années de hausse continue du chômage et du recul de la condition ouvrière», dit-elle d'un ton ferme. Applaudissements.

«Droitisation».

Puis elle enchaîne : «Le gouvernement a une responsabilité écrasante dans la droitisation de la société, dans le retour des préjugés contre les étrangers, les pauvres, les prétendus assistés. Il est aussi responsable de la montée du FN. Pendant la présidentielle, Hollande jouera sur les sentiments et la peur du FN pour que tout le monde à gauche se range derrière lui, mais il ne faudra pas se faire piéger.» La foule en redemande et Nathalie Arthaud tape à l'extrême droite : «Marine Le Pen, cette bourgeoise de Saint-Cloud qui connaît parfaitement le monde des riches et qui se moque de la misère du monde.» Puis elle revient sur sa gauche pour égratigner les Verts, «source inépuisable de combinaisons politiciennes», et Jean-Luc Mélenchon qui «vient déclencher sa petite guerre personnelle contre l'Allemagne. C'est ce qu'on appelle faire du neuf avec du vieux». L'allocution touche à sa fin. Le public se lève, applaudit avant de lever le poing en l'air pour entonner, comme à chaque fois et en chœur, l'Internationale.

Après les mots, la foule se disperse. Le moment de boire un verre, manger une crêpe ou de rentrer à la maison. Thierry, la quarantaine, se balade en short entre les stands. Il participe tous les ans à la fête. Cette année, il a «embarqué dans sa caisse» sa femme et ses deux enfants pour se retrouver

«avec des gens de gauche». Il s'explique : «Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout le monde est de droite ou d'extrême droite, c'est compliqué à vivre. Donc venir ici pour entendre un vrai discours de gauche, contrairement à François Hollande, et croiser du monde qui mène le même combat que moi, ça fait du bien, ça permet de ne pas baisser les bras.» Sa femme, qui a voté François Hollande en 2012, intervient : «On sait très bien que madame Arthaud ne sera jamais présidente, mais elle est géniale car sa seule ambition, c'est de défendre le peuple, contrairement aux autres.»

Colère.

Près du stand PSA, Jean-Michel, un retraité qui a bossé toute sa vie «à l'usine» pour gagner un «salaire de misère», sirote un verre de thé. Il vit en Seine-Saint-Denis depuis toujours. Jean-Michel est lui aussi en colère contre François Hollande. «Il a été élu grâce à nous et il nous a oubliés. Avec ma petite retraite, la vie est chaque jour un peu plus dure. On a l'impression d'être abandonné», dit-il d'une voix lente. Il ajoute avant de s'éclipser : «Le pire, c'est qu'en 2017, on sera peut-être obligé de voter une nouvelle fois pour lui pour faire barrage à Le Pen.»

Les minutes passent. Un groupe monte sur scène, les bières se vident, les gosses jouent, certains se perdent, les débats se multiplient sur chaque coin de pelouse et Nathalie Arthaud se mélange à la foule. Une fête de LO, tranquille. En milieu hostile.

Envoyé spécial à Presles Rachid Laïreche



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Parti socialiste : confirmation de la révolution néolibérale-conservatrice



Philippe Marlière
Politologue
Londres - Royaume-Uni

Les adhérents socialistes ont conforté les partisans de la révolution néolibérale-conservatrice mise en œuvre par François Hollande depuis 2012. Ils ont donné une large majorité (60%) à la motion A emmenée par Jean-Christophe Cambadélis, le secrétaire national sortant, et signée par Manuel Valls et Martine Aubry. La motion B de Christian et de l'aile gauche a obtenu moins de 30%, distançant nettement deux autres motions « centristes » (Karine Berger, 8%, et celle dite « militante », 2%). La voie est maintenant libre pour une rupture historique avec l'histoire, la culture et les politiques sociales-démocrates de ce parti. Le « scénario italien » d'un parti centriste gouvernant avec le centre-droit se précise.

Lorsqu'il était premier ministre dans les années 1997-2002, Lionel Jospin se présentait comme l'anti-Blair. Les socialistes français cultivaient, de manière ostentatoire, leur opposition au New Labour et à la troisième voie alors en vogue au sein de la social-démocratie européenne. Le blairisme – une guerre d'Irak et des résultats sociaux et économiques décevants plus tard – est passé de mode. Ed Miliband a conquis le Parti travailliste en 2010 car il avait promis de rompre avec le New Labour et son « thatchérisme à visage humain ». Les socialistes français sont décidément en retard d'une guerre. Alors que les partis sociaux-démocrates en Europe tentent – tant bien que mal – de redéfinir une voie qui ne soit pas qu'une vague atténuation sociale du capitalisme financier, le PS se convertit aux réformes les plus brutales de la troisième voie. La « politique de l'offre » poursuivie par François Hollande et Manuel Valls, n'est ni de « gauche », ni même « social-démocrate » : c'est un « néolibéralisme conservateur » [1].

Côté économique et social, il s'agit d'une panoplie de mesures structurelles, dont dernièrement le projet de loi Macron. Sous

couvert de réduction des déficits publics, cette politique entend mettre la France aux normes européennes de « l'État minimal ». Côté politique, on observe un repli sur un républicanisme identitaire et disciplinaire semblable à celui de la 3^e république. Des politiques sécuritaires – dont récemment la loi sur le renseignement – stigmatisent des ennemis intérieurs réels ou imaginaires. Cette politique « austéritaire » a déjà provoqué des dégâts considérables : débâcles électorales du PS à toutes les élections depuis 2012 ; discrédit de la gauche en général qui a permis la radicalisation d'un UMP revanchard et la montée inexorable du Front national. Autre dommage collatéral : l'esprit civique français. Dans un contexte social tendu, la recherche de bouc-émissaires est patente. Un racisme diffus mais « acceptable » a pénétré la classe politique et les médias dominants. En 2014, le roman Soumission de Michel Houellebecq et l'essai Le Suicide français d'Éric Zemmour ont été classés parmi les meilleures ventes de livres. Ces deux ouvrages étalent sans fard leur haine des musulmans et de l'islam. L'islamophobie atteint aujourd'hui des sommets jamais égalés dans la société française.

C'est dans ce contexte en tout point déprimant et inquiétant que le PS, en chute libre sur le plan électoral et militant, va tenir son congrès à Poitiers les 5-7 juin. Une fois la révolution néolibérale conservatrice du PS achevée ; quand le PS aura perdu ses positions de pouvoir à tous les niveaux, que restera-t-il du PS ? Que sera-t-il encore en mesure de faire ?

Une social-démocratie introuvable

Le PS a toujours été un parti à part dans la galaxie de la gauche réformatrice européenne. Sans attache dynamique avec le monde syndical et du travail, c'est avant tout un parti républicain de gauche (ou radical-socialiste), étranger à l'organisation et à la culture sociale-démocrate. Formation dirigée par les élites bourgeoises de la république, il est capable du meilleur (le Programme commun des années 1972-78, certes par trop productiviste) comme du pire (la plupart du temps, surtout quand il gouverne). À quelques rares exceptions près, ce parti n'a jamais été matérialiste (marxiste) ou (politiquement) libéral (promoteur de politiques prônant l'autonomie individuelle). C'est un parti imprégné des valeurs abstraites d'un républicanisme bourgeois et césariste : celui de la 3^e république et de ses succédanés, notamment le régime monarcho-bonapartiste de la

5e république.

Depuis la fin des années 80, les dirigeants socialistes se sont progressivement ralliés à une interprétation dévoyée de la loi de 1905 ; le texte posant le principe de la laïcité. Reniant l'esprit libéral de cette loi, selon la conception défendue par Aristide Briand et Jean Jaurès, ils en ont privilégié une lecture identitaire. En vertu de celle-ci, l'État « laïque » édicte des normes de plus en plus contraignantes qui exigent aux citoyens de défendre des « valeurs » ou de se conformer à un type de conduite particulier. Cette démarche a abouti au vote de la loi de 2004 interdisant le port des signes religieux dans les écoles publiques (en réalité c'était le hijab qui était visé). Soutenu par le PS, cet acte législatif est contraire à la laïcité car il discrimine notamment une catégorie de citoyens et impose un « devoir de neutralité » aux usagers d'un service public. La loi de 1905 n'exige celui-ci que du personnel de l'État.

Les dirigeants socialistes ont trouvé dans ce « combat » le moyen de faire oublier leurs renoncements sociaux et économiques des années 80 et 90. En 1981, le PS proposait de « changer la vie ». Puis, il y eut le « tournant de la rigueur » en 1982, le ralliement de François Mitterrand à l'Europe des marchés et de la finance contre celle des peuples (qu'il érigea activement avec l'Acte unique européen et le traité de Maastricht) et la marche (progressive mais inexorable) vers le régime néolibéral-conservateur qui est le cours actuel de l'exécutif Hollande-Valls.

C'est donc autant l'adieu de Jean-Pierre Chevènement au socialisme et l'adoption d'une ligne nationale-républicaine, que l'affairisme sans scrupule du mitterrandisme qui est responsable de l'épuisement total du mouvement socialiste en France. La mue blairiste différée des socialistes français s'explique par le retrait politique des derniers marxistes de la génération d'Épinay (Lionel Jospin), par l'affaiblissement de l'aile gauche à la suite au départ de Jean-Luc Mélenchon en 2009 et par le renouvellement des cadres et des militants, étrangers à la culture de gauche unitaire des générations précédentes. Le PS est en outre devenu un parti d'élus, d'assistants parlementaires et de conseillers politiques ; une situation peu compatible avec le militantisme et le radicalisme politique.

Contrairement à ce que disent les médias dominants, il n'y a pas une once de social-

-démocratie dans la politique de ce gouvernement « socialiste ». Ce n'est pas non plus un « social-libéralisme », car on peine à y trouver la moindre trace de « social ». Le social-libéralisme fut un courant politique britannique au 19e siècle, préconisant la mise en place d'un État social. John Maynard Keynes, le père du Welfare State britannique, est issu de cette tradition qui est largement à gauche, du PS français.

J'ai pris soin de parler des « élites bourgeoises » qui dirigent le PS, les Hollande, Valls, Macron, Sapin, Le Guen, Fabius, Rebsamen, Cambadélis, etc. (hier Strauss-Kahn, Cahuzac, etc.) Mais il demeure des militants de base et des élus qui sont d'authentiques socialistes ou sociaux-démocrates ; il y a encore dans ce parti des syndicalistes qui déplorent cette marche forcée vers une situation à l'italienne. Après moult transformations, l'ex-Parti communiste italien (PCI) avait rompu, au début des années 2000, avec le combat de classe pour devenir un parti « démocrate » centriste, allié des démocrates-chrétiens et des libéraux. C'est l'ambition

L'électorat socialiste – dont le cœur est constitué des classes moyennes salariées et d'une portion décroissante d'un prolétariat fragmenté – a bien conscience d'effectuer un vote de gauche, de classe, quand il dépose son bulletin PS dans l'urne. D'où la divergence d'intérêt et d'objectif fondamental entre cet électorat et les élites néolibérales du parti. Cette contradiction d'intérêt irréconciliable pourrait, à terme, provoquer l'implosion du PS. Contrairement à ce que ressassent certains, le PS n'est pas encore un parti de droite. Le PS demeure un parti de classe, de gauche, car une fraction significative du salariat populaire continue de voter pour lui. Sa base militante est mixte – certes de plus en plus dominée par les professions libérales et les catégories diplômées, et sa direction est, en effet, objectivement acquise aux idées et aux politiques du néolibéralisme.

Le PS peut mourir

J'écris ce texte quelques jours avant la tenue du congrès du congrès socialiste qui aura lieu à Poitiers du 5 au 7 juin. Quatre motions étaient en lice pour la direction du parti. La motion A, présentée par Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire sortant (non élu) qui regroupe tous les ministres du gouvernement (dont Manuel Valls) et a reçu le renfort de Martine Aubry,

pourtant très critique de la politique du gouvernement. Présentée comme l'aile sociale-démocrate de la majorité, la maire de Lille a profondément déçu celles et ceux qui comptaient sur elle pour proposer une alternative à la politique droitière du gouvernement. On la dit fatiguée des jeux d'appareil, désintéressée par le pouvoir et, aussi, doutant de sa propre victoire dans le parti. Ceci expliquerait ce ralliement aussi étonnant que tardif. Le texte de la motion A est surréaliste : de facture sociale-démocrate (il fallait tout de même cela pour accueillir Martine Aubry !), il prend à contre-pied la politique néolibérale-conservatrice du gouvernement... qu'il soutient pourtant ! Le PS, de nos jours, c'est cela : des motions de congrès creuses et attrape-tout avec un minimum de références « de gauche » pour attirer ce qu'il faut de voix militantes, et un soutien sans faille aux politiques d'un gouvernement qui vont dans une direction diamétralement opposée.

La décision de Martine Aubry a coupé l'herbe sous le pied à la motion B qui regroupe les segments épars de l'aile gauche du parti. On y retrouve pêle-mêle, Christian Paul (un aubryste), des ex-ministres du gouvernement Valls, Aurélie Filippetti et Benoît Hamon ou encore des figures plus traditionnelles de la gauche socialiste tel la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann et l'ex-inspecteur du travail Gérard Filoche. C'est au sein de cette motion B que se trouve la nébuleuse des « frondeurs » ; un groupe de député(e)s qui a voté contre ou s'est abstenu au parlement sur des textes de loi proposés par le gouvernement. Deux autres motions, plus centristes, venaient compléter le tableau.

La gauche socialiste espérait renverser in extrémis la vapeur, ou en tout cas voulaient y croire. En réalité, personne n'y croyait en dehors de ce groupe. La large victoire de la motion A aura pour conséquence de donner carte blanche à Hollande, Valls et Emmanuel Macron pour maintenir le cap à droite. Que va-t-il se passer ? D'une part, les mêmes politiques d'austérité qui ont échoué à réduire les déficits, relancer la croissance et réduire le chômage, vont être poursuivies. D'autre part, la victoire de la motion A est synonyme de nouvelles débâcles électorales (régionales en 2015, puis présidentielle et législatives en 2017). De ce champ de ruines, le PS pourra-t-il se relever ? Rien n'est moins sûr. Mais est-ce, après tout, ce que souhaitent Hollande et Valls ?

Le lendemain de la déroute des élections départementales, le 30 mars 2015, le quotidien

Libération titrait en première page : « Manuel Valls est battu, mais content ». Content, Manuel Valls pouvait l'être car sa stratégie est jusqu'à présent couronnée de succès. L'affaiblissement de la gauche le rapproche du champ de ruines qu'il souhaite atteindre pour pouvoir justifier son « scénario italien » : la constitution d'un Parti démocrate à l'italienne (fin du PS, création d'un parti centriste à la place et alliance avec le centre droit). En 2017, François Hollande misera tout sur un deuxième tour entre Marine Le Pen et lui-même. Au rythme où vont les choses, nous aurons assurément un deuxième tour entre Le Pen et un candidat UMP. Si Hollande n'est pas réélu en 2017, Valls espère alors récupérer le PS et mettre en oeuvre le « scénario italien ». Nous n'en sommes pas encore là, mais après la confirmation par les militants socialistes de la révolution néolibérale-conservatrice, exclure cette hypothèse serait faire preuve de peu de lucidité.

Note

[1] Pour une argumentation détaillée de ce point, voir l'ouvrage que j'ai co-rédigé avec Liêm Hoang-Ngoc : *La Gauche ne doit pas mourir ! Le manifeste des Socialistes affligés*, Paris, Les Éditions qui libèrent, 2014.

Twitter : @PhMarliere
<https://www.facebook.com/philippe.marliere.50>

blogs.mediapart.fr/

LAPRESSEENREVUE.EU

III) La gauche cannibale

Eric Conan

Education, laïcité, statistiques ethniques, gestation pour autrui... La liste des sujets qui divisent la gauche est longue comme le bras. Mais ses dirigeants sont incapables d'en débattre. Ils ne savent que s'entredévorer. Et tant pis pour leurs électeurs...



FACELLY/SIPA

Ils font tout pour se raccrocher à la routine. Gauche-droite. Droite-gauche. L'opposition à la **réforme du collège de Najat Vallaud-Belkacem** serait fomentée par « l'esprit de caste de la droite », nous explique un ministre. Par la « xénophobie », **ose même le premier secrétaire du Parti socialiste**, auquel l'apprentissage du grec ancien aurait évité de se ridiculiser. Par la « lepénisation des esprits enseignants » a surenchéri un éditorialiste. Bien essayé. Mais ces vieilles ficelles qui ont tant servi ne dissimulent plus l'explosion de la gauche sur l'école. Les profs se déchirent. La manifestation des enseignants a été organisée par une intersyndicale associant pour la première fois le Snalc (syndicat de profs de droite et chevènementistes qualifié de « réac » par Libération) et le Snes (premier syndicat enseignant, bastion électoral de la gauche), contre le Sgen-CFDT soutenant la ministre. Les coups les plus rudes contre sa réforme viennent de Jack Lang, qui l'« encourage » à « reprendre sa plume ». Et de notre ami Jacques Julliard ou de Régis Debray fustigeant avec cette « **école Nutella** » un « progressisme pour les nuls » trahissant les plus démunis.

Pendant des mois, le Parti socialiste nous a joué la comédie de la division avec les terribles frondeurs, l'impitoyable Martine Aubry et les redoutables Verts. Tout cela se termine en tractations discrètes à l'approche du congrès du

PS et des constitutions de listes pour les régionales. Mais, comme sur l'éducation, la gauche est réellement fracturée par de vrais conflits internes. Outre l'économie, le social et l'immigration, la liste s'allonge des thèmes sur lesquels militants, élus, ministres et intellectuels de gauche divergent sérieusement.

Sur la laïcité, le divorce est assumé entre une gauche Bianco et une **gauche Badinter** qui ne se parlent plus. Le président de l'Observatoire de la laïcité nommé par François Hollande observe avec acuité que « la France n'a pas de problème avec sa laïcité », tandis que Jean Glavany l'estime menacée par « l'intégrisme islamique, qui a déclaré la guerre à la République ». Clivage si radical qu'il débouche sur... l'inaction, ainsi que l'avoue le député socialiste chargé de la laïcité : « Nous sommes paralysés par nos divergences, spectateurs d'un débat vampirisé par les extrêmes. » Car, autre fracture, la gauche, qui s'est historiquement installée en France en émancipant la société et les individus de l'emprise religieuse, se divise sur l'islamisme. Un jeu de la gauche marxiste contre la gauche antitotalitaire. La vieille causalité économique contre la défense des libertés. Michel Onfray fustige une « gauche islamophile » « abolissant tous les combats qui furent ceux de la gauche issue de la Révolution française ». Emmanuel Todd et Alain Badiou dénoncent le martyr colonial d'un nouveau prolétariat. Clivage relayé au sommet de l'Etat par la divergence d'analyse entre François Hollande, choisissant d'utiliser le terme controversé d'« islamophobie », quand Manuel Valls le considère comme « le cheval de Troie des salafistes ».

Les divisions à gauche sur les « statistiques ethniques » expliquent que le **scandale provoqué par le maire de Béziers** ait tourné court. Des municipalités de gauche et de droite font de même dans leurs HLM pour rééquilibrer la « diversité ». Des députés et sociologues de gauche proposent régulièrement d'instituer des quotas ethniques. Manuel Valls en est partisan. Ce qui semble logique avec sa proposition de « politique de peuplement » pour mettre fin à « l'apartheid ». Mais François Hollande s'y oppose formellement. Trente ans d'ambiguïtés sur le « droit à la différence » se fissurent. La gauche multiculturaliste prône « l'inclusion » communautariste et dénonce « l'archaïsme et la boursouflure » de la gauche républicaine que défend Manuel Valls en instaurant dans les préfectures des « commissions citoyennes d'assimilation ». Tous découvrent qu'ils ne donnent pas le même sens aux mots qu'ils

invoquent : « tolérance », « intégration », « respect », « ouverture ».

Après beaucoup d'hésitations, le clivage se dessine aussi sur les questions de mœurs. Les mères porteuses divisent déjà la gauche en deux camps opposés. La semaine dernière, une pétition signée par nombre de personnalités - dont Yvette Roudy, José Bové, Sylviane Agacinski, Nicole Péry - s'opposait à « la vente et l'achat d'enfants ». Et, au sein du gouvernement, la garde des Sceaux, à coups de circulaires ou d'approbation de bricolages jurisprudentiels, conforte ceux qui recourent à ce nouveau marché délocalisé tandis que le Premier ministre les considère comme des délinquants indignes d'être « désignés comme parents ».

Ces enjeux qui fracturent la gauche sont importants. Mais elle se montre incapable d'en débattre, ne sachant que reproduire en son sein ses réflexes face la droite : injures, invectives, mépris. Caroline Fourest et Aymeric Caron se traitent de « con » et de « menteuse ». Onfray et Valls, de « crétin » et d'« imposteur ». Mélenchon dit du Premier ministre qu'il faut « le rendre à Le Pen ». Et, sommet du ridicule germanopratin, Emmanuel Todd traite Laurent Joffrin de « facho ». Ce cannibalisme est suicidaire : la plupart de ces questions intéressent - et inquiètent - les électeurs. Si la gauche, préférant se disputer que d'en discuter, n'y répond pas, ils iront voir ailleurs.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Mais qui sera le plus à gauche ? Quand Hollande, Valls et les socialistes se lancent dans une course à l'échalote pour reconquérir leur électorat

Alors que les adhérents socialistes votent pour départager les quatre motions en lice du Parti socialiste, François Hollande et Manuel Valls se lancent à corps perdu dans une grande campagne de "regauchisation", avec l'objectif de faire oublier les trois premières années de quinquennat. Ils militent notamment pour l'antiracisme et l'antifascisme, actions dans lesquelles se retrouvent leurs militants.



François Hollande et Manuel Valls partent à la reconquête de leur électorat. Crédit Reuters



Eddy Fougier

Eddy Fougier est politologue, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Spécialiste des mouvements de contestation de la mondialisation, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur ces thèmes : Dictionnaire analytique de l'altermondialisme (Ellipses, 2006), L'Altermondialisme (Le Cavalier bleu, 2008).

En se positionnant sur des réformes typiquement de gauche, comme la réforme du collège, le gouvernement entend réaffirmer ses valeurs et ressouder son camp.

Une "regauchisation" qui passe aussi par la désignation claire de ses ennemis, c'est à dire Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, sur fond d'antiracisme et d'antifascisme. A vouloir absolument paraître de gauche, l'exécutif se cantonne à des réformes symboliques qui auront pour but premier de lancer des signaux forts ou faibles à destination de son électorat et non pas d'avoir une efficacité réelle.

Un retour aux bases tout aussi indispensable pour Manuel Valls, pour se différencier d'une droite qui ne lui est pas forcément étrangère sur beaucoup de sujets, notamment du point de vue de la sécurité et de l'économie.

Une obsession à tirer les lignes vers la gauche que le Président considère comme stratégique en vue de 2017, soutenant l'idée d'un découpage du quinquennat en deux parties : les réformes clivantes, puis une action politique dont la séduction de son électorat serait le principal critère d'action.

Atlantico : Manuel Valls a personnellement défendu la réforme du collège et des programmes, en allant même jusqu'à accompagner la ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem sur le terrain. Les mesures sociales et sociétales sont-elles un moyen pour le Premier ministre de faire oublier son discours habituel, considéré comme libéral en matière économique et très porté sur le sécuritaire ?

Eddy Fougier : L'objectif est de faire valider une fois pour toute la ligne gouvernementale en ayant la majorité absolue de la principale motion, celle de Jean-Christophe Cambadélis. Nous sommes dans une logique de premier tour de présidentielle : on réaffirme des valeurs, on ressoude son camp et on désigne l'ennemi, c'est-à-dire Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen. C'est une sorte de pré-campagne électorale avec l'idée de ressouder une gauche éparpillée, comme en témoignent les dernières élections départementales. C'est ce qui avait fait que Lionel Jospin n'avait pas été en mesure d'accéder au second tour en 2002. Il y a donc bien une volonté de rassembler autour des valeurs de gauche mais aussi de limiter les voix dissonantes à gauche et le nombre de candidats concurrents à gauche.

François Bazin : Ce que cherche Manuel Valls, c'est de montrer qu'il est le réformateur sur tous les sujets. Il s'agit de montrer que sur un sujet comme celui de l'école il peut avancer quels que soient les obstacles.

Un peu comme le gouvernement avait accéléré à la fin du processus sur le mariage pour tous, il a montré son autorité dans la dernière ligne droite. C'était aussi une façon de revenir sur les valeurs propres du parti, sur de vraies réformes sociétales.

Aujourd'hui, la motivation principale du gouvernement semble donc être de paraître de gauche. N'est-il pas dangereux d'avoir comme principal critère d'action la couleur politique d'une décision plutôt que l'efficacité de celle-ci ?

Eddy Fougier : Dans cette logique-là, on s'oriente vers le fait qu'on s'en tienne à un certain nombre de réformes symboliques qui auront pour but premier de lancer des signaux forts ou faibles à destination de l'électorat de gauche. Ce qui empêchera toute grande réforme d'ici 2017. C'est-à-dire que sur l'essentiel, les questions de sécurité intérieure et les enjeux économiques et sociaux, nous resterons au point mort.

A mon avis, le souci actuel du gouvernement est à la fois d'avoir des résultats, notamment en termes de croissance, donc d'emploi (François Hollande a dit qu'il se présenterait uniquement si la courbe du chômage s'inversait), et de maîtrise des finances publiques, mais aussi d'envoyer des signaux au "peuple de gauche", car beaucoup de militants estiment que non seulement les idéaux et les promesses ont été trahis, mais en plus pour une politique qui ne donne pas de résultats tangibles. **Au-delà, ce qui est toujours gênant de la part d'un gouvernement, c'est de donner l'impression de mélanger intérêt général et intérêt électoral, en l'occurrence donner des gages à ses électeurs en prévision des échéances électorales à venir.**

François Bazin : Cela aura pour conséquence que l'on ne verra dans les mois à venir que des mesures beaucoup plus ciblées pour l'électorat de gauche, notamment sur les contreparties du pacte de responsabilité ou du CICE. Ce sont des mouvements symboliques, qui sont la plupart du temps à la marge.

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a récemment qualifié les propos de Nicolas Sarkozy à l'encontre de Najat Vallaud-Belkacem de "xénophobes". La citation en cause : "Dans le combat effréné pour la médiocrité, Christiane Taubira est en passe d'être dépassée par Najat Vallaud-Belkacem". L'antiracisme et l'antifascisme, qui se traduisent aussi par une obsession pour le FN de la part du Parti socialiste, sont-ils le signe d'une volonté de revenir à des combats de gauche ?

Eddy Fougier : L'antiracisme et l'antifascisme sont des postures moralisatrices censées ressouder la gauche. Ce sont aussi des marqueurs idéologiques de différenciation entre la droite et la gauche avec soi-disant une gauche plus morale et une droite plus cynique, aujourd'hui qualifiée de raciste et de xénophobe.

Manuel Valls est très souvent accusé d'être dans une logique de triangulation, c'est-à-dire de faire ce que la droite aurait fait en matière de sécurité ou d'économie. C'est une manière pour lui de "gauchir" son discours et de ressouder ses troupes sans employer de grands moyens. Il faut taper sur Nicolas Sarkozy ou dénoncer des dérapages. L'essentiel étant de se différencier idéologiquement de l'adversaire.

François Bazin : La gauche se veut à la fois ferme sur les questions d'ordre public, libérale sur les problèmes de société et réformiste sur mes questions économiques. Cela tourne sur ces trois piliers-là en fonction des circonstances. Il y a des jeux de rôles dans tous les sens. Tout cela relève de positions qui relèvent plus de la posture que de la politique.

Manuel Valls est déjà plébiscité par les sympathisants de gauche alors qu'il est connu pour faire partie de l'aile libérale de son parti. Qu'espère-t-il gagner à se repositionner à gauche ?

Eddy Fougier : Son point faible est d'être celui qui un jour a voulu changer le nom du Parti socialiste. Il a été perçu comme le "traître de classe". Il est donc toujours important pour lui de montrer qu'il est de gauche. Il y a toujours un soupçon. Il se doit de donner un certain nombre de gages et sa posture assez nette envers le Front national en fait partie. Pour se différencier d'une droite qui ne lui est pas forcément étrangère sur beaucoup de sujets, notamment du point de vue de la sécurité et de l'économie, il devra montrer patte blanche, ou plutôt patte rose voire rouge...

En rendant visite à l'ex-Président cubain Fidel Castro et en montrant qu'il partage les valeurs de la révolution cubaine, François Hollande tente-t-il de se réappropriier les valeurs de gauche qu'incarne la motion B ?

Christelle Bertrand : François Hollande a déclaré en substance lors de sa visite à Cuba qu'il avait partagé les aspirations de la révolution cubaine, alors que ce n'est pas du tout la gauche qu'il a fréquenté, car elle était beaucoup plus réformiste que cela. Il s'approprie ainsi des valeurs de gauche qui peuvent rapporter quelques voix vers la motion A, la motion majoritaire qu'il défend. Et ce n'est pas un luxe pour lui.

Congrès PS : l'aile gauche se retrouve au sommet du Mont Beuvray



Saint-Léger-sous-Beuvray (Saône-et-Loire), ce lundi. Christian Paul, député socialiste de la Nièvre et premier signataire de la motion B, a gravi le Mont Beuvray en ce lundi de Pentecôte avec Laurent Baumel. Au sommet il a retrouvé Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti.
LP/Olivier Corsan

Rendez-vous au sommet. Le député socialiste de la Nièvre Christian Paul, une des figures de la «fronde» parlementaire contre le gouvernement, a souhaité lundi à Saint-Léger-sous-Beuvray (Saône-et-Loire) que les engagements exprimés au prochain congrès PS de Poitiers, début juin, «soient davantage tenus» que ceux du candidat Hollande au Bourget en 2012.

En compagnie notamment de deux «frondeurs», Jérôme Durain et Philippe Baumel, respectivement sénateur et député de Saône-et-Loire, l'élu participait à la traditionnelle ascension du Mont Beuvray par les militants socialistes qui étaient au nombre de quelque 150 personnes.

VIDEO. Christian Paul : «Arnaud Montebourg est un compagnon d'arme de longue date»

http://www.dailymotion.com/video/x2rf7kl_christian-paul-arnaud-montebourg-est-un-compagnon-d-arme-de-longue-date_news

Il a été accueilli 800 mètres plus haut au sommet par l'ex-ministre de l'Economie et du Redressement productif Arnaud Montebourg et l'ex-ministre de la Culture Aurélie Filippetti, qui l'avaient précédé en empruntant ensemble un chemin de traverse.

Montebourg, discret soutien de Christian Paul

Devant les journalistes, Christian Paul a confirmé qu'il serait bien candidat au poste de Premier secrétaire du PS, «pour défendre l'éthique de la

VIDEO. Arnaud Montebourg «derrière» Christian Paul

http://www.dailymotion.com/video/x2rfa4p_arnaud-montebourg-derriere-christian-paul_news

politique, la clarté des idées, pour le respect des engagements et pour que ceux de Poitiers soient davantage tenus que ceux du Bourget (ndlr: le discours marqué à gauche du candidat Hollande en mai 2012)». Arnaud Montebourg, plutôt discret, a quant à lui témoigné son soutien à Christian Paul en déclarant qu'il était derrière lui.



Christian Paul @christianpaul58
Fraternelles retrouvailles avec @montebourg en haut du

Vendredi, la motion B des frondeurs et de l'aile gauche menée par le député de la Nièvre a obtenu 29% des voix des militants, derrière la motion A du Premier secrétaire sortant Jean-Christophe Cambadélis (60%). La motion D de la députée Karine Berger a récolté 9,5% des voix contre 1,5% pour le texte C de Florence Augier, secrétaire nationale chargée de la vie associative.

Le congrès de Poitiers du 5 au 7 juin doit entériner les résultats du vote des motions du 21 mai puis ceux du vote désignant le 28 mai le Premier secrétaire du parti. «Nos idées sont dans la motion qu'on a portée et qui sont parfois embarquées par d'autres», a poursuivi le député en évoquant «un combat d'idées avec des exigences sur l'économie, sur la réforme fiscale, sur les besoins des collectivités pour investir et pour une loi bancaire».

A Poitiers, Jean-Christophe Cambadélis espère l'adoubement des militants socialistes, lui qui a été propulsé à la tête du parti en 2014 après le départ de son prédécesseur Harlem Désir vers le gouvernement. Objectif : avoir un PS en ordre de marche pour 2017.



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Podemos : « Ce qui se passe en Espagne va nous aider » selon Alexis Corbière (Parti de gauche)

François Vignal



De gauche à droite, Inigo Errejón, l'un des responsables de Podemos, Jose Manuel Lopez, candidat aux régionales à Madrid et Pablo Iglesias, leader de Podemos, dimanche soir à Madrid. © GERARD JULIEN / AFP

Après la poussée de Podemos lors des élections municipales et régionales en Espagne, Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche et proche de Jean-Luc Mélenchon, appelle à s'inspirer du mouvement espagnol de la gauche radicale. « Nos partis doivent se mettre en retrait et au service des forces citoyennes » affirme Alexis Corbière, alors que les relations se sont refroidies avec le PCF au sein du Front de gauche. Selon le responsable du Parti de gauche, « il faut travailler à l'émergence d'une force politique nouvelle » et « faire des listes citoyennes pour les prochaines élections régionales ». Entretien.

Comment accueillez-vous la forte percée de Podemos et des indignés en Espagne ?

C'est une magnifique nouvelle, qui est encourageante pour tous ceux qui luttent contre l'austérité en Europe et les dégâts de la politique libérale. Nos amis en Grèce avaient ouvert la voie. Aujourd'hui ça prend la forme de ces victoires électorales en Espagne. Pour nous, c'est une exigence pour que nous soyons en France à la hauteur de ce qu'ils font.

Pourquoi n'y a-t-il pas de mouvement équivalent en France ?

On va voir. C'est à nous de mener le travail pour cela. Je refuse le constat qui consiste à dire que ça n'a pas lieu en France. C'est un travail qui prend du temps. Les 11% de Jean-Luc Mélenchon en 2012 étaient un événement politique important, que nos amis Grecques et Espagnols avaient regardé de manière intéressée.

Nous devons retenir la leçon de ce qui fait leur succès : le caractère citoyen de ces listes. Cela permet des revendications concrètes, positives, de garantir des droits à la vie digne, au logement. La future maire de Barcelone, Ada Colau, est une figure militante de terrain qui s'est fait connaître dans le combat contre les expulsions. Nous devons nous nourrir de ces mouvements. « Podemos », c'est nous pouvons faire autre chose, montrer qu'un autre monde est possible. Il faut que ça passe d'abord par le mouvement citoyen et non pas par quelque chose corseté par les forces politiques, même s'il en faut. Nos partis doivent se mettre en retrait et au service des forces citoyennes. Il faudra faire des listes citoyennes pour les prochaines élections régionales.

Le Front de gauche n'a-t-il pas manqué le coche lors de la présidentielle de 2012 et ensuite ?

Les choses se passent dans des cycles et des rythmes différents selon les pays. Le PS a amené beaucoup de gens à la désespérance. Comme François Hollande emploie parfois des mots de gauche parfois, les gens doutent et n'y croit plus. Les forces d'extrême droite sont présentées sous la lumière médiatique comme étant la seule force alternative, au lieu de montrer que d'autres politiques pour le bien de tous sont possibles. Il y a eu des débats internes au sein du Front de gauche, mais il faut tirer des leçons utiles de tout ça. Quand les sociaux-démocrates mènent une politique libérale elle est pulvérisée. Je suis

persuadé que ce qui se passe en Espagne va nous aider, ça permet de montrer que l'issue politique est là. Ce que font nos amis en Espagne est un point d'appui pour nous.

Il n'y a aucune raison de considérer que nous avons raté le coche. L'histoire est longue. Et les problèmes sont toujours là : il y a trop d'inégalité et d'injustice en France.

Chacun doit en tirer des conséquences personnelles. Ce n'est pas dans ces vieilles forces politiques qu'on trouve des solutions. C'est un signal que j'envoie à nos amis frondeurs : que faire ? Je leur dit « tournons nous vers la société ».

A chacun d'être devant ses responsabilités historiques. Il faut une capacité à créer des convergences citoyennes. Ce n'est pas dans les formes traditionnelles d'additions de forces politiques qu'on va s'en sortir.

Podemos s'appuie sur la société civile et s'en fait le relais. Pourquoi semble-t-elle plus atone en France ?

Parce la violence des attaques de l'austérité y est un peu moins forte que dans ces pays-là. Mais on est à 8 ou 9 millions de pauvres. Ce constat d'une société civile qui serait plus atone se discute cependant. Beaucoup de gens luttent sur le terrain. Ce qui manque, c'est la convergence de tout cela. En France, il y a pour l'instant un désespoir cultivé par le gouvernement, comme quoi rien d'autre n'est possible. Beaucoup de gens ont le sentiment que c'est comme ça. Et la seule force qu'on présente comme alternative c'est l'extrême droite. Or là bas il y a encore la mémoire de ce qu'est l'extrême droite au pouvoir, avec Franco. Et le FN pourrait le débat. Ça complique les choses.

Et le FN s'est emparé de l'une de vos thématiques avec la dénonciation des effets de la mondialisation...

Il ment quand il dit ça. Par exemple, le FN n'est surtout pas pour qu'on bloque les loyers et qu'on s'oppose aux expulsions, ou qu'on augmente les salaires. Cessons de dire que le FN dit la même chose que des gens comme nous car quand on regarde leur programme on constate que c'est l'inverse. Le FN aide le système car il fait croire qu'il exprime une colère mais il ne remet pas en cause le système.

Vous souhaitez l'émergence d'une force citoyenne. Est-ce un constat d'échec du Front de gauche ? Les relations se sont dégradées avec le PCF. Et Cécile Duflot, qui s'était rapprochée, a coupé les ponts...

Je veux exprimer des choses positives. Aujourd'hui on est dans un cycle nouveau. Il y a de vieilles forces politiques, les sociaux-démocrates, qui sont en train de mourir et d'autres qui émergent, qui portent une radicalité citoyenne et de la société. Nous devons aider cette émergence. J'observe que ce débats traverse aussi nos amis d'Europe Ecologie-Les Verts, avec qui nous discutons toujours. Cécile Duflot disait en 2012 « il faut aller au gouvernement ». Deux ans après elle dit « ça ne marche pas ». Après, elle se dit pour le rassemblement et maintenant elle trouve des prétextes pour ne plus être sur cette ligne. Toute une série de gens se disent qu'ils ne se feront pas réélire député sur cette ligne car ils ont été élus dans un accord avec le PS. Si on est à la hauteur de nos amis de Podemos, il ne faut plus compter sur un petit accord signé sur un coin de table pour se faire réélire député. Il faut travailler à l'émergence d'une force politique nouvelle. 2017 va être un rendez-vous important.

L'unité de la gauche radicale sera-t-elle possible en 2017 ?

Il vaut mieux toujours être rassemblés que divisés dans la vie. Et celui qui doit être notre candidat devra porter l'exigence citoyenne d'une assemblée constituante et d'une VIe République. J'ai mon idée, mais on verra plus tard. Mais ce n'est pas seulement une question d'addition de forces politique, mais aussi des dynamiques citoyennes.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU